

Questions orales

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, j'en ai assez de voir mes propos mal interprétés par les gens d'en face.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: J'ai dit que le ministre des Finances avait fait part de ses préoccupations aux responsables américains qu'il avait rencontrés. Nous nous efforçons par tous les moyens de raffermir nos rapports avec les États-Unis, rapports que nos vis-à-vis avaient laissé se détériorer des années durant. Il serait temps qu'ils s'en rendent compte.

LA POLITIQUE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, la ministre d'État aux Finances vient d'admettre que les intérêts du Canada ont été oubliés. Pourquoi la ministre d'État aux Finances, le premier ministre et leurs collègues acceptent-ils que notre politique commerciale et monétaire nous soit dictée par Washington, et non élaborée à Ottawa, dans ce Parlement?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, c'est justement parce que notre parti cherche à intensifier nos échanges et à resserrer nos liens que le ministre des Finances a des contacts fréquents avec des responsables américains, chose qui n'intéressait pas l'ancien gouvernement.

Je pourrais aussi ajouter que le ministre des Finances s'est entretenu avec M. Baker et que les questions soulevées à la réunion du Groupe des Cinq l'avaient déjà été lors de cet entretien.

* * *

LES PÊCHES

LA VENTE DE THON EN CONSERVE—LES RENSEIGNEMENTS DU PREMIER MINISTRE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je suis désolé de voir partir le ministre des Pêches et des Océans, car c'est un homme honnête et honorable.

Des voix: Bravo!

M. Fulton: Je le dis parce que j'ai l'impression que celui qu'on punit n'est pas le coupable. Ma question s'adresse au premier ministre. A l'extérieur de la Chambre, vendredi, le ministre des Pêches et des Océans a déclaré que le cabinet du premier ministre avait été mis au courant de tous les détails du scandale du thon Star-Kist il y a plusieurs semaines. Êtes-vous disposé à intervenir aujourd'hui pour déclarer que c'est faux?

Des voix: Règlement!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai répondu à cette question de façon complète. Les seuls renseignements que j'ai ou avais, sont ceux que je viens de transmettre à la Chambre.

M. le Président: Je donne la parole au député de Skeena, afin qu'il puisse poser une question supplémentaire en s'adressant à la présidence, de grâce.

LA RENCONTRE DES MINISTRES

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Toujours à l'extérieur de la Chambre, vendredi, le ministre des Pêches et des Océans a déclaré sans équivoque qu'il vous a rencontré au sujet de la décision de saisir ce thon . . .

Des voix: Règlement!

M. le Président: Je viens juste d'inviter le député à poser une question supplémentaire en s'adressant à la présidence, afin de respecter la procédure parlementaire.

M. Fulton: Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministre des Pêches et des Océans se sont rencontrés et c'est au cours de cette rencontre que ce dernier a décidé de retirer ce produit du commerce. Est-ce exact? Est-ce là la façon dont les choses se sont passées?

• (1430)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, jeudi matin, je me suis mis en rapport par l'entremise de ma première secrétaire avec le vice-premier ministre et je lui ai demandé d'organiser immédiatement une réunion entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministre des Pêches et Océans, lui-même et d'autres fonctionnaires compétents, au sujet du retrait de ce produit de la circulation. Ce point de vue a été transmis aux participants à la réunion présidée par le vice-premier ministre et on a déterminé alors que c'était la solution à suivre. On l'a retenue sur la recommandation du ministre des Pêches et Océans.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A L'INTENTION D'ÉTABLIR UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE RELATIVEMENT À LA MISE EN MARCHÉ DU THON AVARIÉ

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Il est bien évident que, pour des raisons purement politiques, le ministre des Pêches et Océans a permis la mise en marché d'une certaine quantité de thon avarié, ce qui a provoqué une crise dans l'industrie. Ma question au premier ministre est la suivante: Afin de rétablir la crédibilité du gouvernement ainsi que celle de l'industrie, est-ce que le premier ministre est prêt à déférer cette question de thon avarié à une commission parlementaire afin qu'une enquête soit faite sur toute cette affaire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que le ministre . . . et toutes les explications que j'ai fournies à ce jour y compris les notes qui se trouvent dans l'échange de correspondance pourraient également faire l'objet de toutes les analyses que ce Parlement jugera à propos de faire. Nous n'avons strictement rien à cacher; c'est ouvert à tous les parlementaires.